

La Déclaration d'Airlie sur l'avortement sécurisé légal

Nous croyons en un monde où chaque femme et chaque fille a le droit de prendre ses décisions concernant son corps, sa santé et son futur. La vraie égalité entre les genres ne peut pas être réalisée sans l'accès à l'avortement sécurisé légal.

Cependant, cette vision est loin de la réalité, dû en partie aux restrictions à l'avortement sécurisé légal dans plusieurs parties du monde. Criminaliser l'avortement n'élimine pas l'avortement; cela met la vie et la santé des femmes à risque. Les conséquences sont terribles:

- Au cours des deux dernières décennies, environ un million de femmes et de filles sont mortes et plus de 100 millions ont souffert des blessures – dont beaucoup perdurent toute leur vie – qui sont dues à des complications faisant suite à un avortement non sécurisé.
- Près de la moitié de celles qui sont décédées d'un avortement non sécurisé ont moins de 25 ans.
- Beaucoup de femmes et de filles sont obligées de mener leur accouchement à terme contre leur gré.
- Des femmes et des professionnels de la santé font objet de pénalités graves, incluant l'emprisonnement, pour avoir eu recours ou avoir offert des services d'avortement.
- Des attitudes punitives et stigmatisantes persistent encore, exacerbées par certains groupes religieux qui exercent une pression excessive sur les gouvernements pour restreindre les droits reproductifs des femmes.
- L'accès à l'avortement est inégal avec les jeunes femmes, les pauvres et les marginalisées qui sont exposées à de plus grands risques.
- Les systèmes de santé dépensent des sommes excessives chaque année pour soigner des blessures qui sont entièrement évitables et l'économie souffre de la diminution de la participation économique des femmes et des filles.

Ces conditions intolérables portent atteinte aux droits fondamentaux des femmes.

Nous accueillons favorablement les progrès importants, comme l'indiquent la libéralisation des lois et des politiques dans un certain nombre de pays; l'augmentation du soutien politique et financier aux niveaux mondial, régional et national; l'utilisation accrue des méthodes contraceptives efficaces; les technologies améliorées pour un avortement sans risque et la baisse du nombre de décès et de blessures dans la plupart des pays. Toutefois, nous devons poursuivre sur cette lancée et accélérer nos efforts en ce moment crucial où nous déterminons les priorités pour les deux prochaines décennies.

Nous demandons donc aux gouvernements et aux décideurs politiques de :

- **Abroger les lois qui criminalisent l'avortement et à supprimer les obstacles pour l'accès à des services d'avortement sans risque pour les femmes et les filles.**
- **Libérer toutes les femmes et les filles ainsi que les professionnels de la santé qui sont incarcérés en raison des lois punitives sur l'avortement.**

- **Rendre l'avortement sécurisé légal universellement disponible, accessible et abordable pour toutes les femmes et les filles.**
- **Investir dans des mesures de prévention efficaces**, y compris l'éducation sexuelle complète, l'élimination de la discrimination basée sur le genre et de la violence sexuelle ainsi qu'un accès complet à toutes les méthodes contraceptives modernes.
- **S'assurer que les priorités des gouvernements et des bailleurs de fonds pour le programme de développement après 2015 incluent l'avortement sécurisé, légal et accessible** en tant que partie intégrante de l'égalité entre les genres ainsi que de la santé et des droits sexuels et reproductifs exhaustifs.

En tant que leaders dans les domaines de la santé mondiale, des droits humains, membres de gouvernements et décideurs politiques de divers pays et cultures **nous nous engageons individuellement et collectivement à mobiliser nos connaissances, nos ressources et nos réseaux en vue d'atteindre ces objectifs**. Nous appelons la communauté internationale à se joindre à nous afin de tenir les gouvernements, les institutions internationales et les donateurs responsables du respect du droit des femmes de prendre elles-mêmes des décisions concernant les grossesses non désirées et de remplir leurs obligations envers les femmes.

Nous sommes unis pour sauver la vie des femmes à travers l'accès à l'avortement sécurisé légal.